

MARCHE PUBLIC DE PRESTATION DE SERVICES

REGLEMENT DE CONSULTATION

**Marché de gardiennage et de télésurveillance
du Domaine universitaire de Grenoble
12DAD06**

Maître d'Ouvrage :

**Université de Grenoble
Représentée par la Direction de l'Aménagement Durable**

Date limite de réception des offres : jeudi 10 janvier 2013 à 12h

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 : DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	3
ARTICLE 3 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	3
3.1 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
3.2 - DELAIS D'EXECUTION.....	3
3.3 - VARIANTES ET OPTIONS.....	3
3.4 - MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	3
3.5 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	3
3.6 - MODE DE REGLEMENT DU MARCHE.....	4
ARTICLE 4 : PRESENTATION DES OFFRES.....	4
ARTICLE 5 : JUGEMENT DES OFFRES	5
ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES ..	5
ARTICLE 7: VISITES SUR SITES ET/OU CONSULTATIONS SUR PLACE	5

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article premier : Objet de la consultation

Le présent appel d'offres ouvert concerne le gardiennage et la télésurveillance du Domaine Universitaire de Grenoble, sur les commune de St Martin d'Hères et de Gières.

Article 2 : Décomposition en lots

Les prestations feront l'objet d'un marché composé de 2 lots distincts. Chaque candidat présentera une offre pour l'un et/ou l'autre des 2 lots.

L'offre sera présentée par une seule entreprise ou par un groupement. En cas de groupement, la forme souhaitée par la personne responsable du marché est un groupement solidaire.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il se verra contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de la personne responsable du marché tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupement. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.

Article 3 : Conditions de la consultation

3.1 - Etendue de la consultation

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles 33 alinéa 3, 58 et 59 du Code des marchés publics.

3.2 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution du marchés ont fixés à l'article 3 de l'acte d'engagement et ne peuvent en aucun cas être modifiés.

3.3 - Variantes et Options

Les candidats doivent présenter une offre conforme au dossier de la consultation. Des variantes sont admises dans les conditions prévues au CCTP.

3.4 - Modifications de détail au dossier de consultation

La personne responsable du marché se réserve le droit d'apporter au plus tard 7 jours avant la date limite pour la remise des offres, les modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.5 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **3 mois** à compter de la date limite de réception des offres.

3.6 - Mode de règlement du marché

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues seront payées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des factures éventuellement modifiées ou des demandes de paiement équivalentes.

Article 4 : Présentation des offres

4.1 - Langue et monnaie

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

Les candidats sont informés que l'administration souhaite conclure le marché en [Euro](#).

L'unité monétaire ne constitue pas un critère de sélection des offres. Si le candidat présente une offre libellée dans l'autre unité monétaire que celle mentionnée ci-dessus, il accepte que l'administration procède à sa conversion en application des articles 4 et 5 du règlement CE n° 1103/97 du 17 juin 1997. Il peut également lui-même procéder à cette conversion, en appliquant le même texte, en indiquant celle des deux unités monétaires dans laquelle il s'engage. Le candidat, s'il présente une offre libellée dans l'autre unité monétaire que celle souhaitée par l'administration, et si cette offre est retenue, est informé que l'unité monétaire souhaitée par l'administration peut s'imposer à lui dans le cadre de la mise au point finale du marché, si les parties n'étaient pas parvenues à trouver un accord sur ce point.

4.2 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes:

- 1) La déclaration de candidature (imprimé DC5) dûment complétée, datée et signée.
- 2) Lettre de candidature (imprimé DC4) dûment rempli, daté et signé avec à l'appui le pouvoir de la personne habilitée à engager l'entreprise.
- 3) Si l'entreprise est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.
- 4) L'acte d'engagement et ses annexes complétés, datés et signés
- 5) Le cahier des clauses administratives particulières daté et signé
- 6) Le cahier des clauses techniques particulières daté et signé
- 7) Pour le lot 1 : La décomposition des prix global forfaitaire (DPGF) complété, daté et signé
- 8) Pour le lot 2 : Le bordereau des prix unitaires (BPU) complété, daté et signé
- 9) Référence des prestations similaires réalisées au cours des 3 dernières années
- 10) Le mémoire technique de 20 pages maximum :

- **Lot 1 : gardiennage**

Les renseignements contenus dans ce document permettront d'apprécier la valeur technique de chaque offre. Ils constituent des éléments contractuels. Il détaillera de manière **claire et concise (20 pages au maximum)** les éléments suivants chacun noté sur 10 points afin d'obtenir une note sur 60 :

1. Les modalités d'organisation de la prestation de gardiennage et d'élaboration des plannings avec une proposition de planning annuel type.
2. Les modalités de contrôle interne de la prestation.
3. La description du contrôleur de ronde et du dispositif de géolocalisation.
4. L'organisation des relations avec le client (interlocuteur, réunion qualité, rapport d'activité)
5. La description visuelle et technique de l'équipement des agents et en particulier du véhicule.
6. Les performances environnementales du véhicule et de son utilisation.

○ **Lot 2 : télésurveillance**

Les renseignements contenus dans ce document permettront d'apprécier la valeur technique de chaque offre. Il détaillera de manière **claire et concise** les éléments suivants chacun notés sur 20 points afin d'obtenir une note sur 60 :

1. Les modalités de raccordement d'un site et de prise et modification des consignes.
2. Les modalités de traitement des alarmes et des consignes garantissant une performance optimale du service d'intervention.
3. Les modalités d'accès aux données de télésurveillance (consignes, journal des événements)

L'attributaire du marché, dans un délai de 10j à compter de la notification du marché, fournira les pièces suivantes :

- 11) Attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle
- 12) Déclaration sur l'honneur établissant sa situation au regard de l'interdiction de soumissionner de l'art 43 CMP: obligation d'emploi des travailleurs handicapés et assimilés
- 13) Attestation prouvant l'accomplissement des obligations fiscales et sociales au 31 décembre de l'année 2009

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera écartée.

Article 5 : Jugement des offres

Les critères retenus pour le jugement de l'offre économiquement la plus avantageuse seront les suivants :

- **valeur technique établie sur la base du mémoire technique (coef 6) noté sur 60.**
- **prix (coef 4) noté sur 40.**

Le jugement des offres donnera lieu à un classement des offres. L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les documents mentionnés dans l'article 4.2. Le délai imparti par la personne responsable du marché à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci ; ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours.

Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des offres

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal. L'offre parviendra à destination avant la date et l'heure limites de réception indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

PRES Université de Grenoble
Direction de l'Aménagement Durable
141, rue de la Piscine
Domaine Universitaire BP 86
38402 - SAINT MARTIN D'HERES cedex

tel : 04 76 82 40 55
fax : 04 76 82 40 56

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées seront renvoyés à leurs auteurs.

Article 7 : Visites sur sites et/ou consultations sur place

Une visite est recommandée. Elle peut être libre ou bien sur rendez-vous auprès de la Direction de l'Aménagement Durable.